

LE FRANÇAIS DANS LA RÉALITÉ CAMEROUNAISE, FAITS D'APPROPRIATION. ÉTUDE MENÉE À PARTIR DU CHAMP LEXICAL DU CONCEPT DE « POLITIQUE » AU CAMEROUN DE 1990 À 1992.

Ladislas Nzessé
Université de Dschang

Introduction

La décennie 1990 marque un tournant décisif dans la vie socio-politique des États africains. Le « vent nouveau » de la démocratie, venu de l'Est, souffle jusque sur le pré carré africain, et l'un des défis que devra relever l'Afrique au cours de cette dernière décennie du XX^e siècle est la démocratisation de ses institutions. Aussi, au sortir du sommet de la Baule du 19 au 21 juin 1990, François Mitterrand, alors chef de l'État français, exigeait et encourageait la démocratisation de la vie politique en Afrique en ces termes : « l'aide de la France sera plus tiède envers les régimes autoritaires et plus enthousiaste envers ceux qui franchissent le pas vers la démocratie et le respect des droits de l'homme ». Au Cameroun, la démocratisation devient un impératif et une réalité effective avec la création de plusieurs partis politiques et associations de défense des droits de l'homme et des libertés. Le pays devient ainsi un véritable laboratoire dans lequel plusieurs conceptions de la gestion de la chose publique sont développées et débattues. Sur le plan strictement linguistique, c'est la langue française, première langue officielle¹ au Cameroun, qui se trouve être le canal par excellence des débats et changements politiques ; aussi ces changements iront de pair avec les innovations terminologiques, posant d'emblée le problème de l'appropriation de la langue française au Cameroun.

Afin de cerner cette problématique, nous nous sommes limité à un ensemble restreint : il s'agit du champ lexical du concept de « politique » au Cameroun de 1990 à 1992. La présente étude, après avoir dégagé un cadre théorique, définira les critères qui ont guidé le choix du corpus d'étude et de la période étudiée ; par la suite, l'on tâchera de faire une étude lexico-sémantique et morpho-syntaxique des néologies, tout en montrant comment elles traduisent les oppositions politiques ; car ici le contenu du mot reflète à merveille le bord politique de son énonciateur, et les échanges verbaux entre les différents protagonistes du jeu politique donnent beaucoup plus l'impression d'être mûs par des rapports de force que par le strict respect du principe de négociation. À cet effet, notre étude examinera plus particulièrement les néologies de forme et les néologies de sens qui ont contribué non seulement à l'enrichissement de la langue française au

¹ Au Cameroun, le bilinguisme d'État proclamé le 1^{er} octobre 1960, consacre le français et l'anglais comme les deux langues officielles. Cependant, 80% de Camerounais sont francophones (8 provinces sur 10) contre 20% d'anglophones.

Cameroun à une période historique donnée, mais qui ont en plus permis de rendre compte d'une réalité psychologique et socio-politique particulières.

1. Postulat théorique

D'après J. Dubois (1962 : 42), « une étude lexicologique doit reposer sur l'examen d'un système lexical pris dans sa totalité ». Le système lexical, quant à lui, est formé d'un « ensemble d'unités significatives, où tout se tient, où les éléments se délimitent réciproquement et tirent leur valeur de la position qu'ils occupent à l'intérieur de ce qu'(...) on est convenu d'appeler un champ » (*Ibid* : 48).

D'une manière générale, un « champ lexical » est constitué par l'ensemble des signes qui, dans un contexte donné, permettent de signifier et d'illustrer un concept, de présenter et de qualifier une chose ou un être. Et dans la mesure où la langue a d'abord une fonction de communication, le champ lexical se trouve défini par l'expérience, traduite linguistiquement. Selon J. Dubois (*Ibid* : 49). « le lexique, objet de l'étude (du champ lexical), traduit les rapports d'ordre économique, social et politique qui existent entre les diverses classes de la société ». En outre, « le champ lexical ne sépare pas la valeur d'emploi (ou contenu) de l'expression, et n'isole pas le signifié du signifiant ». C'est ce que confirme d'ailleurs J. Picoche (1995 : 70) pour qui, en matière d'étude du champ lexical, « on envisage toujours le rapport signifiant (Sa)/signifié (Sé) ».

2. Corpus et période d'étude

Cette étude a pour support un corpus écrit. Il s'agit de deux organes de presse à savoir *Le Messenger* et *Challenge Hebdo*. Les raisons de leur choix² sont simples.

Le Messenger, il faut le dire, est le doyen de la presse privée au Cameroun. La date de naissance de cet hebdomadaire remonte à 1979. Sa ligne éditoriale est claire : neutralité à l'égard du pouvoir, défense des intérêts du peuple, fidélité et loyauté à l'égard de ce dernier. V. Nga Ndongo (1989 : 14) le remarque en ces termes : « *Le Messenger* apparaît (...) comme un journal qui se veut à la fois loyal vis à vis du peuple, (...) sérieux et même investi comme les envoyés du Seigneur, d'une mission salvatrice ». De 1990 à 1992, au Cameroun, *Le Messenger* est bel et bien représentatif des joutes politiques avec la polémique d'alors. C'est un journal à vocation véritablement politique au point que même « ses articles sur le sport sont écrits sur un ton vif et polémique, destinés manifestement à en découdre avec l'adversaire » (*Ibid* : 26-27).

Challenge Hebdo, quant à lui, apparaît sur le paysage médiatique camerounais en 1991 avec le nouveau contexte politique qui a favorisé la création d'une multitude d'organes de presse. Le titre de ce journal est d'ores et déjà porteur de sa ligne éditoriale ou, si l'on veut, de sa personnalité : *challenge* qui veut dire « défi, provocation ». *Challenge Hebdo* refuse de rester spectateur des mutations socio-politiques et choisit pour option de promouvoir la culture démocratique et de

² Dans le cadre de cette étude, nous avons dépouillé 26 numéros de *Le Messenger* et 24 numéros de *Challenge Hebdo*.

faciliter la participation de tous aux activités socio-politiques de la cité. Le ton est au défi, à la polémique, aux débats contradictoires.

Comme on peut s'en rendre compte, ces deux journaux possèdent un trait commun à savoir les préoccupations d'ordre politique, et ont été le cadre d'expression par excellence des différents courants politiques présents au Cameroun de 1990 à 1992. D'ailleurs, la plupart des auteurs d'articles parus dans ces journaux étaient des hommes politiques et des intellectuels de la société civile qui prenaient activement part au jeu politique dans le pays à cette époque.

Enfin, ces journaux constituent sans conteste une abondante source de documentation dans laquelle les faits d'appropriation de la langue française sont assez significatifs.

Ce sont là les critères extra-linguistiques et linguistiques qui ont motivé le choix de ces deux organes de presse.

Quant à la période historique, nous l'avons voulu brève, d'autant plus que l'étude du champ lexical doit être limitée à une période peu étendue. J. Dubois (*op. cit* : 49) constate à cet effet que « la notion d'état de langue se confond avec celle d'une époque, c'est-à-dire avec celle de limites temporelles. La compréhension du champ se fait d'abord dans une perspective synchronique ». Ceci étant, nous nous sommes limité à trois grandes dates de l'évolution politique au Cameroun à savoir 1990, 1991, 1992. Ce sont des moments historiques qui ont offert des modifications importantes de la structure sociale et politique au Cameroun :

- 1990 est l'année de l'ouverture démocratique matérialisée par l'abandon du monopartisme et le retour au multipartisme ;

- 1991 est l'année de la pratique du jeu politique dans tous ses contours, avec aussi un nouvel état de langue caractérisé par la violence verbale et les innovations terminologiques porteuses des réalités psychologiques et socio-politiques du moment ;

- En 1992, le jeu politique se confirme avec, à la clé, des élections législatives et présidentielles qui apparaissent comme un test pour la démocratie pluraliste, et les divers coups de force langagiers qui ont suivi la proclamation des résultats de ces élections.

Sur le plan purement linguistique, la délimitation de la période est motivée par le fait que « les phénomènes lexicaux sont liés aux facteurs historiques, aussi doit-on replacer le champ étudié dans l'histoire, par le fait même que ces phénomènes dépendent immédiatement des causes extérieures à la langue » (J. Dubois, *op. cit* : 49).

3. La créativité néologique

Les innovations terminologiques qui illustrent le concept de « politique » au Cameroun de 1990 à 1992 donnent le plus souvent lieu à une néologie³ de forme et à la néologie de sens. « La néologie de forme consiste à fabriquer (...) de nouvelles unités, alors que la néologie de sens consiste à employer un signifiant existant déjà dans la langue considérée, en lui conférant un contenu qu'il n'avait pas jusqu'alors » (J. Dubois et autres, 1994 : 322).

³ La néologie désigne le processus de formation de nouvelles unités lexicales.

3.1. La néologie de forme

Les néologismes de forme de notre champ ont lieu par composition et par dérivation.

D'une manière générale, la composition désigne la formation d'unités sémantiques complexes à partir d'unités lexicales susceptibles d'un emploi autonome. Les unités lexicales suivantes caractérisent notre champ d'étude :

- *Démocratie-éprouvette* : « démocratie » dont le principe essentiel est la protection des intérêts égoïstes des gouvernants au détriment de l'intérêt national. « (...) c'est le peuple au nom de qui va de nouveau se jouer la tragi-comédie qui risque de payer de sa sueur et de son sang. Une fois de plus et au nom de la démocratie-éprouvette » (*Challenge Hebdo*, n° 38, 1991 : 3).

- *État-parti* : État qui devient tout simplement un parti politique. Au départ on a véritablement un parti politique puis le parti dévore l'administration. Et comme c'est cette administration qui produit les hommes de l'État, le parti absorbe l'État par ses hommes interposés, et l'État et le parti ne font plus qu'un.

- *Vote-sanction* : élection dont les résultats contestent la gestion des gouvernants. « La minorité qui a accepté d'aller aux élections a opéré un vote-sanction à l'endroit du pouvoir en lui refusant ses suffrages » (*Le Messenger*, n° 252, 1992 : 1). « Victime sans doute d'un vote-sanction comme plusieurs candidats du parti, Njoh Mouelle est assurément le symbole de l'essoufflement de la machine R.D.P.C » (*Le Messenger*, n°252, 1992 : 10).

- *Candidat-alibi* : Candidat sans poids électoral réel. « On a corrompu à tour de bras, parfois publiquement (...) les partis, afin qu'ils présentent, nombreux, des candidats-alibis » (*Le Messenger*, n°252, 1992 : 2).

Les mot-valises constituent un type particulier de néologie par composition. Ces mots sont artificiellement formés en condensant deux parties des unités lexicales autonomes existant en français, pour former une nouvelle unité susceptible de jouer aussi d'une autonomie. Les exemples suivants sont éloquents :

- *Démocrature*. (Condense *démocratie* et *dictature*) : « régime politique » basé sur les principes de la dictature, mais qui se dit démocratique. « Allez-y ! faites régner l'ordre et faites avancer la démocrature » (*Le Messenger*, n°234-235, 1991 : 11).

- *Cleptocratie* – *Cleptocrate*. (de *cleptomanie* *démocratie-démocrate*) : exercice d'un « pouvoir politique » dans lequel l'influence déterminante appartient à une minorité d'individus animés par une impulsion pathologique qui les pousse à détourner comme par réflexe les fonds publics. « (...) je n'y répondrai pas ; cela reviendrait à dialoguer avec les cleptocrates. Ce serait leur faire honneur » (Mongo Béti, in *Challenge Hebdo*, n° 23, 1991 : 4).

- *Monocratie* (de *monolithisme* et de *démocratie*) : « régime politique » où la souveraineté est exercée par un groupuscule tout puissant. Dans ce type de « régime », le pluralisme politique et les débats contradictoires sont proscrits. « Cas des enseignants enrobés de force au service de la monocratie » (*Le Messenger*, n°231, 1992 : 2).

- *Ventrocratie*. (de *ventre* et de *démocratie*) : « Régime politique » où la souveraineté est exercée par une minorité animée par des intérêts égoïstes. « Cher ami votre ventrocratie résiste aux assauts de l'opposition » (*Le Messenger*, n°230, 1991 : 2).

Quant à la dérivation, elle « consiste en l'agglutination d'éléments lexicaux, dont au moins un n'est pas susceptible d'emploi indépendant, en forme unique » (J. Dubois et autres, *op. cit* : 163). Plusieurs occurrences lexico- sémantiques caractérisent notre champ lexical et le processus se réalise par suffixation :

- *Biyaïsme*. (de *Biya*, nom du chef de l'État camerounais) : « doctrine politique » initiée et pratiquée par Biya. Au cœur de cette « doctrine » se trouvent la promotion des actions, des enseignements et de la pensée du Président Biya. « Ceux qui ont donc naturellement vocation à devenir des autorités morales préfèrent se cramponner aux petits avantages du biyaïsme » (*Challenge Hebdo*, n°25, 1991 : 8)

- *Bétisation*. (de *Béti*) : présence dominante de la tribu « Béti » dans tous les secteurs de la vie socio-politique du pays. « Cette bétisation du pays a conduit à des frustrations énormes » (*Challenge Hebdo*, n°38, 1991 : 4).

- *Présidaillon*. (de *président*, péjoratif). « Or lorsque l'on sait que (...) les services de renseignement occidentaux sont présents sur les tropiques, faisant et défaisant nos présidaillons, il y a lieu de penser que plusieurs courent à leur perte » (*Le Messenger*, n°239, 1991 : 16).

En contexte, tous ces mots composés et dérivés sont satiriques et sont contemporains aux réalités socio-politiques. Il en va de même des néologismes de sens.

3.2. La néologie de sens

La néologie de sens constitue le plus vaste ensemble des faits d'appropriation du champ lexical de la « politique » au Cameroun de 1990 à 1992. À cet effet, les mots qualifiant ce champ sont devenus un « lieu d'ajustements et de glissements sémantiques » (C. Fuch, 1984 : 49). Les exemples suivants en sont révélateurs :

- *Affameur de population* : membre du gouvernement spécialisé dans le détournement des fonds publics. « Les seuls interlocuteurs que méritent selon moi ces affameurs de population, (...) c'est le juge de tribunal correctionnel ». (*Challenge Hebdo*, n° 23, 1991 : 4).

- *Ventriloque* : 1- individu dont la préoccupation principale est de manger, sans jamais réellement travailler ;

2- personne qui exploite à son profit les populations de plus en plus démunies. « Pendant ce temps, une suite de ventriloques ne cesse d'encenser la plèbe, et jouit même d'une immunité révoltante » (*Challenge Hebdo*, n° 26, 1991 : 4).

- *Tribu du ventre* : groupement d'individus homogènes au plan intellectuel, politique et social, ayant pour seule préoccupation la satisfaction de leurs intérêts égoïstes. Cette « tribu » regroupe une minorité composée des ressortissants de toutes les ethnies du Cameroun, et détentrice du pouvoir. « Kontchou ne représente pas les Bamiléké ; Mboui n'incarne pas le peuple Bassa ; et Owona n'est pas mandaté par les Bétis pour défendre leurs intérêts. En revanche, ces trois hommes, et bien

d'autres, sont originaires d'une seule et même ethnie : la tribu du ventre » (*Challenge Hebdo*, n°3, 1991 : 11).

- *Inapte politique* : usurpateur défaillant dans la gestion de la chose publique. « Il ne faut pas oublier que dans cette société, plus de 500 compatriotes trouvent leur pain quotidien et que leurs emplois sont menacés par une clique d'inaptes politiques au pouvoir » (*Challenge Hebdo*, n°49, 1991 : 3).

- *Politique du ventre* : manière d'exercer l'autorité, avec un soucis exclusif de la satisfaction matérielle d'une minorité. « (...) la fameuse commission indépendante sur les tristes événements de l'Université où les étudiants sont finalement les boucs-émissaires de la politique du ventre... » (*Challenge Hebdo*, n°34, 1991 : 11).

- *Mont-Cameroun⁴ de la nullité politique* : le plus haut degré de la nullité politique. « Décidément, notre ministre de l'information et de la culture atteindra bientôt le Mont-Cameroun de la nullité politique » (*Challenge Hebdo*, n° 38, 1991 : 3).

- *Politicien par décret* : haut fonctionnaire sans aptitude, mais décrété politicien. « Hayatou, comme la plupart des politiciens post-indépendance est un politicien par décret » (*Le Messenger*, n°226, 1991 : 8).

- *Alphabète politique* : homme politique (en activité) qui ne lit pas ou très peu, n'écrit plus, ne conçoit plus, mais dicte et donne des instructions. À cet effet, il dispose de gens pour lire et écrire à son compte. « Ces alphabètes politiques passent le plus clair de leur temps à signer notes, décisions, ordonnances (...) mais s'accaparent, de fait, aujourd'hui, le rôle de cultiver le jardin d'une démocratie tant relancée » (*Challenge Hebdo*, n°38, 1991 : 11).

- *Politicien sans scrupules* : leader politique de l'opposition qui encourage la désobéissance civile et la contestation de l'ordre politique en vigueur.

« Le président a dénoncé et condamné l'attitude d'irresponsabilité d'étudiants manipulés par des politiciens sans scrupules » (*Challenge Hebdo*, n°28, 1991 : 8).

- *Pape des opposants politiques*. (Mongo Béti, écrivain camerounais) : le plus populaire et le plus téméraire des opposants politiques. « Mongo Béti triomphe à Douala (...) l'arrivée du pape des opposants politiques camerounais ne pouvait laisser personne indifférent. (...) L'homme reste fidèle à lui-même et les propos toujours acides » (*Challenge Hebdo*, n°21, 1991 : 1).

- *Démocratie avancée*. (selon Paul Biya) : 1- Selon le parti au pouvoir, c'est une démocratie qui respecte véritablement les principes de la démocratie universelle ».

2- Selon l'opposition politique, c'est une « démocratie » qui se caractérise par des violations graves des principes élémentaires d'une démocratie vraie. « Le peuple remplira les urnes d'enveloppes vides. C'est sa contribution à la démocratie avancée » (*Challenge Hebdo*, n°48, 1991 : 2) « Les enlèvements, la torture et la violation des libertés du citoyen sont l'apanage de votre démocratie avancée » (*Le Messenger*, n° 241, 1992 : 6).

- *Démocratie de sous-développement* : semblant de démocratie initiée par l'occident pour l'Afrique. Ce type de démocratie encourage la « démocratisation »

⁴ La plus haute chaîne montagneuse du Cameroun : 4100 m environ.

de l'Afrique tout en maintenant le continent sous le parapluie des intérêts occidentaux. « Il est temps que tous les leaders politiques comprennent que les occidentaux nous proposent une démocratie de sous-développement. C'est pourquoi, il est hasardeux de surestimer leurs incitations officielles à l'ouverture démocratique » (*Challenge Hebdo*, n°44, 1991 : 11).

- *Démocratie du gari*⁵ : démocratie dont le principe fondamental est le pot-de-vin. « Ils vont être contents les Camerounais de savoir que dans l'opposition on ne pratique pas la démocratie du gari mais l'autre démocratie, la vraie » (*Le Messenger*, n°230, 1991 : 11).

- *Démocratie du ventre* : (synonyme de ventrocratie). « Enfin pour vous prouver que nous sommes d'honnêtes citoyens, le peuple ira aux urnes pour entériner la démocratie du ventre » (*Challenge Hebdo*, n°48, 1991 : 2)

- *Démocratie tropicale* : « démocratie » de type africain caractérisée par le fait que la minorité au pouvoir décide pour le peuple et au nom du peuple sans l'avis du peuple. « Cette intense activité inventrice n'a pas empêché Paul Biya (...) de se précipiter à l'Élysée pour se faire remettre son certificat de meilleur élève en démocratie tropicale » (*Le Messenger*, n°227, 1991 : 2).

- *Conférence nationale* : cette expression est de toute évidence la plus employée au Cameroun de 1990 à 1992.

1- Selon l'opposition politique, il s'agit d'un cadre institutionnel de débats francs sur la vie socio-politique camerounaise, sur les différends qui animent les Camerounais, afin de jeter les bases d'une véritable démocratie.

2- Selon le pouvoir, un cadre de débat existe déjà, représenté par l'Assemblée nationale. C'est pourquoi « la conférence nationale est sans objet », parce que inconstitutionnelle. (Paul Biya, chef de l'État camerounais le vendredi 22 mars 1991).

« La conférence nationale se présente comme un impératif incontournable aujourd'hui. C'est le seul forum où seront évalués sans complaisance tous les échecs du passé et s'élaboreront les bases solides d'une société véritablement démocratique » (*Le Messenger*, n°239, 1991 : 13) ; « Oser évoquer une quelconque constitutionnalité de la conférence nationale relève d'une paresse et d'une malhonnêteté intellectuelle » (*Le Messenger*, n°233, 1991 : 17) ; « Je crois que la question n'est plus de savoir si nous devons tenir une conférence nationale mais plutôt de savoir ce que doivent être les thèmes de référence, les personnes et la composition des délégation d'une telle conférence » (Salomon Tandeng Muna, ancien président de l'Assemblée nationale camerounaise, le 6 mai 1991, in *Le Messenger*, n°228, 1991 : 4)

- *Opposition irresponsable* : groupuscule de leaders politiques de l'opposition sans mandat du peuple. « Depuis la rencontre de la coordination des partis d'oppositions et des associations, le 27 juillet dernier à Bafoussam, l'argument gouvernemental d'une opposition irresponsable ne passe plus » (*Le Messenger*, n°241, 1991 : 3).

⁵ Le *gari* est un plat camerounais (généralement bon marché) fait à base de tubercules de manioc.

- *Groupuscule de vandales* : leaders politiques de l'opposition qui encouragent la protestation, la désobéissance civile. « Aux groupuscules de vandales qui réclamaient à cor et à cri l'amnistie générale et inconditionnelle, le chef de l'État avait posé une condition [...] » (*Le Messenger*, n°226, 1991 : 2).

- *Opposition des encaisseurs* : chefs des partis de l'opposition qui acceptent le compromis avec le régime en place moyennant généralement un poste de responsabilité dans les hautes sphères de l'État. « Le président fondateur du Parti de la solidarité du Peuple (P.S.P) (...) préfère, pour sa survie personnelle et probablement celle du Cameroun, l'opposition des encaisseurs » (*Le Messenger*, n° 239, 1991 : 2).

- *Casseur* : 1- selon le pouvoir, militant des partis d'oppositions, manipulé et spécialisé dans la destruction des biens du peuple Camerounais.

2- Selon l'opposition, membre du gouvernement qui pille les biens de l'État et hypothèque l'avenir de la jeunesse. « Un infirme du micro essayait d'expliquer que les casseurs devaient se poser la question de savoir qui aurait plus à perdre en cas de destruction » (*Challenge Hebdo*, n° 28, 1991 : 5) ; « Ces casseurs construisent des châteaux en Europe avec l'argent du contribuable camerounais » (*Le Messenger*, n° 237, 1992 : 2).

- *Opposition alimentaire* : chefs de partis politiques qui ne représentent qu'eux-mêmes et n'attendent que leur part du « gâteau ». « (...) Le chef de l'État a maintenant en face de lui des interlocuteurs endurcis, prêts à monter les enchères... et, tout autour, des caciques de l'opposition alimentaire pour freiner le processus » (*Challenge Hebdo*, n°50, 1991 : 5).

- *Multipartisme à parti unique* : dictature du parti au pouvoir dans un contexte de démocratie pluraliste. « Votre multipartisme à parti unique a du charme. À le contempler en action, on n'a vraiment pas le temps de s'ennuyer » (*Le Messenger*, n° 229, 1991 : 2).

La description analytique des néologies sus-citées est révélatrice non seulement des faits d'appropriation, de créativité du discours politique au Cameroun de 1990 à 1992, mais aussi rend compte de l'environnement psychologique et socio-politique conflictuel d'alors. Ainsi, peut-on constater que l'échange langagier n'était pas une activité pacifique, mais plutôt un espace de tension et d'agression, et le changement langagier n'était que le reflet des antagonismes qui régissaient les relations interpersonnelles. Il ne saurait d'ailleurs en être autrement lorsque c'est dans « l'arène » politique que le langage fonctionne, « lieu fait lui-même d'antagonismes, traversé par de lourds enjeux de pouvoir et qui de plus est médiatisé à outrance donc objet de toutes les spectacularisations » (H. Boyer, *op. cit* : 82).

Quoi qu'il en soit, à travers les créations néologiques, on note de la part des acteurs politiques camerounais d'abord comme une politique-spectacle, avec une volonté de séduction et de manipulation du peuple. Ces derniers cherchent à influencer par des moyens qui s'apparentent beaucoup plus au coup de force langagier qu'à la persuasion. En plus, ces mots constamment répétés sont demeurés dans la mémoire comme des paradigmes dignes du bourrage de crâne des Camerounais, et la manipulation de l'opinion publique est devenue une préoccupation centrale des acteurs politiques ; ce qui favorise une véritable guerre psychologique, surtout que chaque partie (le régime en place et l'opposition) est consciente que si l'opinion

publique est avec elle, rien ne peut lui résister, et que sans l'opinion, tout pouvoir est impuissant.

Enfin, chaque camp tient un discours de type autoritaire et fait de l'autre le responsable des malheurs du peuple camerounais. À cet effet, selon le bord politique, on construit « une image diabolisante de l'autre » (U. Windich, 1987 : 39), pour ainsi avoir un rayonnement sur l'espace socio-politique national, voire international ; d'où la nécessité pour les hommes politiques de venir, parés de leurs plus beaux atours, s'expliquer, se justifier, « se mettre à nu »... se vendre dans le marché médiatique où le lecteur camerounais ou étranger vient faire « un shopping démocratique » (R. Ghiglione, 1991 : 54).

Conclusion

Dans cet article, nous avons présenté et analysé un ensemble de néologies liée au concept de « politique » au Cameroun de 1990 à 1992. Ces néologies, particulièrement récurrentes dans le discours politique de l'époque étudiée, se chargent d'une bonne dose de connotations expressives qui révèlent les oppositions politiques au Cameroun de 1990 à 1992. À cet effet, les faits d'appropriation sont à l'image de la fracture socio-politique qui, elle-même, renvoie aux antagonismes idéologiques. De plus, nous pouvons dire que ces innovations terminologiques ont bien contribué à l'enrichissement de la langue française au Cameroun, surtout qu'elles sont dans l'ensemble respectueuses du processus de création néologique en français de référence ; ce qui nous fait dire que cette compétence linguistique voire pragmatique est l'œuvre de l'élite intellectuelle, et qu'en fait c'est cette classe qui a participé de façon active aux débats politiques qui ont marqué le processus de démocratisation du pays. Enfin, ces mots sont constamment utilisés de nos jours dans le français parlé et écrit des locuteurs camerounais.

Bibliographie

- BILOA, Edmond (2003) : *La langue française au Cameroun* ; Éditions scientifiques européennes Berne : Peter Lang.
- BOYER, Henry (1991) : *Éléments de sociolinguistique* ; Paris : Dunod.
- CALVET, Louis-Jean (1993) : *La sociolinguistique* ; Paris : P.U.F.
- COCULA, Bernard et PEYROUTET, Claude (1999) : *Didactique de l'expression* ; Paris : Delagrave.
- DUBOIS, Jean (1962) : *Le vocabulaire politique et social en France de 1869 à 1872* ; Paris : Larousse.
- DUBOIS, Jean et autres (1994) : *Dictionnaire de linguistique* ; Paris : Larousse.
- FUCH, Claude. (1984) : « Le sujet de la théorie énonciative d'Antoine Culioli : quelques repères », *DRLAV*, n°30, 45-53.
- GHIGLIONE, Rodolphe (1991) : *Je vous ai compris ou l'analyse des discours politiques* ; Paris : A. Colin.

- GUMPERZ, Jean (1979) : *Sociolinguistique interactionnelle* ; Paris : l'Harmattan.
- HELLER, Monica (2002) : *Éléments d'une sociolinguistique critique* ; Paris : Didier.
- MANESSY, Gabriel (1994) : « Pratique du français en Afrique noire francophone », *Langue française*, n° 104, 7-50.
- MENDO ZÉ, Gervais (1999) : *Le Français, langue africaine : enjeux et atouts pour la francophonie : éléments de stratégie* ; Paris, Publisud.
- NGA NDONGO, Valentin (1989) : « Le journal camerounais comme espace sociologique », *Annales de la F.L.S.H*, Université de Yaoundé, 3-36.
- NOUMSSI, Marie-Gérard et WAMBA, Rodolphine-Sylvie (2002) « Créativité esthétique et enrichissement du français dans la prose romanesque d'Ahmadou Kourouma », *Présence francophone*, n°59, 28-51.
- PICOCHE, Jacqueline (1995) : *Précis de Lexicologie française. L'étude et l'enseignement du vocabulaire* ; Paris : Nathan.
- REY, Alain (1970) : *La lexicologie* ; Paris : Klincksieck.
- TABI-MANGA, Jean (2000) : *Les politiques linguistiques du Cameroun* ; Paris : Karthala.
- WINSDICH, Ulrich (1987) : *Le K.O verbal. La communication conflictuelle* ; Paris : L'âge d'Homme.